

Commentaire sur le marché

Malgré les différends douaniers, l'inflation aux Etats-Unis est restée globalement stable (pour l'instant). Entretemps, le gouvernement de Washington veut s'attaquer aux prix élevés des médicaments. Dans ce contexte, les actions des entreprises pharmaceutiques font face à une pression à la vente.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE

L'alerte est levée pour les fans de jus d'orange

Evolution des prix des contrats à terme sur le concentré de jus d'orange congelé, en USD par livre



Sources: Bloomberg, CIO Office Raiffeisen Suisse

Pour de nombreuses personnes, un verre de jus d'orange est indispensable pour bien commencer la journée. Cependant, les mauvaises récoltes au Brésil, qui est le plus grand producteur d'oranges au monde, ont fait de cette boisson un véritable produit de luxe ces dernières années. La tendance s'inverse à présent. Depuis le début de l'année, le prix du concentré de jus d'orange congelé a pratiquement diminué de moitié. La raison en est la baisse de la demande. De nombreux consommateurs ne peuvent plus se permettre de consommer ce jus de fruit ou n'en veulent plus et se sont donc tournés vers des alternatives moins chères.



GROS PLAN

Rigueur budgétaire chez Burberry

Ce groupe de produits de luxe a enregistré une perte d'exploitation de trois millions de livres pour l'exercice clos fin mars. La raison est entre autres le repli des activités en Chine. Afin de réduire les coûts, l'entreprise prévoit de supprimer jusqu'à 1'700 emplois. Néanmoins, ses actions ont gagné près de 16% mercredi.



LE PROGRAMME

Prévisions de printemps de l'UE

Lundi prochain, la Commission européenne publiera ses prévisions de printemps pour la croissance économique de l'année en cours.

Donald Trump cible le secteur pharmaceutique: selon un rapport du think tank RAND Corporation, les prix des médicaments prescrits sur ordonnance sont en moyenne 2,78 fois plus élevés aux Etats-Unis que dans 33 autres pays de l'OCDE. En soi, ce n'est pas nouveau et déjà une pierre d'achoppement à Washington depuis longtemps. Aussi bien D. Trump lors de son premier mandat que son successeur démocrate, Joe Biden, avaient tenté de faire baisser sensiblement les prix, mais en vain. D. Trump tente maintenant un nouvel essai. Par décret, le président veut introduire une politique de la nation la moins chère. Selon cette dernière, les patients paieraient à l'avenir le même prix aux Etats-Unis que dans le pays où les prix sont les plus bas à l'échelle nationale. C'est une mauvaise nouvelle pour les entreprises pharmaceutiques suisses. En effet, leurs actions ont réagi par des baisses. Si le décret de D. Trump entre effectivement en vigueur, le leader de la branche Roche veut également revoir ses investissements prévus pour les usines et les laboratoires de recherche aux Etats-Unis.

Des investisseurs serrent leur frein à main: après leurs discussions à Genève, les Etats-Unis et la Chine ont réduit (temporairement) leurs droits de douane à l'importation. Dans un premier temps, les Bourses ont été soulagées. Toutefois, l'optimisme naissant des investisseurs a rapidement cédé à leurs inquiétudes sur la conjoncture. Le SMI a enregistré un gain hebdomadaire de 1,1% vendredi matin. La saison des résultats des entreprises touche à sa fin. Le groupe de produits ophtalmologiques Alcon a connu un début d'année faible. Son chiffre d'affaires a tout juste augmenté de 0,3% pour atteindre 2,5 milliards de dollars US. De plus, la rentabilité a souffert. Au vu des conditions de marché difficiles, Alcon a révisé à la baisse ses objectifs financiers pour l'ensemble de l'année. Les investisseurs n'en étaient pas ravis. PSP Property n'a pas non plus répondu aux attentes du marché. Le bénéfice net de la société immobilière a chuté d'un quart au premier trimestre, à 60,6 millions de francs. Les activités d'On et d'Avolta ont été solides. Avec un chiffre d'affaires de 727 millions de francs, le fabricant de chaussures a marqué un record. Toutefois, le franc fort lui donne du fil à retordre, car il a fait baisser le bénéfice net de plus d'un tiers. Le spécialiste des boutiques hors taxes et des stations d'autoroute a profité de l'envie des consommateurs de voyager et a augmenté son chiffre d'affaires ainsi que son bénéfice. Les deux entreprises restent confiantes pour l'avenir malgré les droits de douane états-uniens.

Début d'année en fanfare pour l'économie suisse: selon une estimation rapide du SECO, le PIB de la Suisse au premier trimestre a augmenté de 0,7%: une croissance supérieure à la moyenne. Les économistes s'attendaient à une hausse comprise entre 0,2 et 0,5%. Le principal moteur a été le secteur des services. Mais prudence face aux chiffres: ils n'incluent pas encore les effets de la politique douanière outre-atlantique.

Inflation états-unienne stable: le renchérissement annuel aux Etats-Unis a baissé de manière surprenante en avril, passant de 2,4 à 2,3%, son niveau le plus bas depuis février 2021. Il a toutefois légèrement augmenté (+0,2%) en glissement mensuel. En fin de compte, les droits de douane états-uniens ne se reflètent guère dans les données des prix, contrairement aux prévisions de nombreux économistes. Mais cela devrait changer ces prochains mois, et la Fed devrait continuer à agir avec prudence concernant toute baisse de ses taux directeurs. En Chine par contre, les prix à la consommation ont baissé de 0,1% en avril par rapport à l'exercice précédent. Si le conflit commercial avec les Etats-Unis se poursuit, il risque d'aggraver les tendances déflationnistes.

Le bitcoin frôle le record: ces jours-ci, le bitcoin a parfois atteint près de 106'000 dollars US. La crypto-monnaie a ainsi augmenté d'un tiers depuis le début du mois d'avril, visiblement vers son pic historique de 109'340 dollars. L'espoir des investisseurs d'une détente dans le conflit douanier a largement contribué à cette évolution. Le bitcoin a été d'autant plus soutenu que les premiers Etats aux USA, l'Arizona et le New Hampshire, ont récemment posé la première pierre dans leur législation pour la création d'une crypto-réserve.

Editeur

Raiffeisen Suisse
CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque Raiffeisen locale
raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSF. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB] / Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le [rapport de gestion du Groupe Raiffeisen](#).

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.